



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

---

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

## **Journal des débats**

**de la Commission permanente  
de l'économie et du travail**

**Le mardi 18 août 2020 — Vol. 45 N° 54**

Étude des crédits du ministère du Tourisme

**Président de l'Assemblée nationale :  
M. François Paradis**

---

**2020**

Abonnement annuel (TPS et TVQ en sus):

Débats de l'Assemblée	145,00 \$
Débats de toutes les commissions parlementaires	500,00 \$
Pour une commission parlementaire en particulier	100,00 \$
Index (une session, Assemblée et commissions)	30,00 \$

Achat à l'unité: prix variable selon le nombre de pages.

Règlement par chèque à l'ordre du ministre des Finances et adressé comme suit:

Assemblée nationale du Québec  
Direction de la gestion immobilière et des ressources matérielles  
1020, rue des Parlementaires, bureau RC.85  
Québec (Québec)  
G1A 1A3

Téléphone: 418 643-2754  
Télécopieur: 418 643-8826

Consultation des travaux parlementaires de l'Assemblée ou des commissions parlementaires dans Internet à l'adresse suivante:  
[www.assnat.qc.ca](http://www.assnat.qc.ca)

Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0823-0102

**Commission de l'économie et du travail**

**Le mardi 18 août 2020 — Vol. 45 N° 54**

**Table des matières**

Organisation des travaux	1
Discussion générale	1
Documents déposés	17

**Intervenants**

Mme Claire Isabelle, présidente

Mme Caroline Proulx

Mme Dominique Anglade

M. Vincent Marissal

Mme Méganne Perry Mélançon

Mme Isabelle Melançon

M. Samuel Poulin

**Note de l'éditeur :** La commission a aussi siégé en après-midi pour l'étude des crédits du ministère de l'Économie et de l'Innovation. Le compte rendu en est publié dans un fascicule distinct.



Le mardi 18 août 2020 — Vol. 45 N° 54

### Étude des crédits du ministère du Tourisme

(Dix heures)

**La Présidente (Mme Isabelle) :** À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! Ayant constaté le quorum, je déclare la séance de la Commission de l'économie et du travail ouverte. Je demande à toutes les personnes dans la salle de bien vouloir éteindre la sonnerie de leurs appareils électroniques.

La commission est réunie afin de procéder à l'étude des crédits budgétaires du portefeuille Tourisme pour l'exercice financier 2020-2021. Une enveloppe de 1 h 30 min a été allouée pour l'étude de ces crédits.

M. le secrétaire, y a-t-il des remplacements?

**Le Secrétaire :** Oui, Mme la Présidente. M. Poulin (Beauce-Sud) remplace M. Bélanger (Orford); M. Provençal (Beauce-Nord) remplace Mme Dansereau (Verchères); Mme Anglade (Saint-Henri—Sainte-Anne) remplace M. Derraji (Nelligan); Mme Melançon (Verdun) remplace Mme Sauvé (Fabre); M. Marissal (Rosemont) remplace M. Leduc (Hochelaga-Maisonneuve); et Mme Perry Mélançon remplace Mme Richard (Duplessis)

### Organisation des travaux

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Merci. L'étude de ce portefeuille sera divisée en deux parties pour permettre la présence en salle des représentants des organismes visés par ce crédit. Pour les premières 45 minutes, la ministre sera accompagnée de la société de mise en valeur du Parc olympique, et, pour les 45 minutes suivantes, la ministre sera accompagnée de la Société du Palais des congrès de Montréal.

Pour chaque partie, nous allons procéder aux échanges entre les groupes d'opposition et la ministre par blocs d'environ 15 minutes pour permettre à chaque groupe d'écouler graduellement son temps de parole. Le temps d'échange inclut les questions et les réponses. Je fais appel à votre collaboration, tel que mentionné tantôt, pour que le temps des réponses soit proportionnel au temps des questions mais aussi de la valeur de la question.

### Discussion générale

Alors, je suis maintenant prête à reconnaître une première intervention de l'opposition officielle pour un premier bloc d'échange. Mme la députée de Saint-Henri—Sainte-Anne.

**Mme Anglade :** Alors, merci, Mme la Présidente. Alors, d'entrée de jeu, vous allez me permettre de saluer Mme la ministre, les personnes qui l'accompagnent, les députés du gouvernement, les députés de l'opposition, et une salutation toute particulière aux membres de la fonction publique, parce que je sais que ces périodes de crédits sont toujours des périodes de crédits qui font en sorte qu'il y a beaucoup de travail pour notre fonction publique. Alors, merci à vous également.

Alors, d'entrée de jeu, Mme la Présidente, je suis ici parce que je pense que le tourisme est fondamental au développement économique du Québec, fondamental pour toutes les régions du Québec, et c'est la raison pour laquelle j'avais décidé d'aller à la rencontre, sur le terrain, des différents organismes. Parce qu'il y a des annonces qui ont été faites par le gouvernement, mais, au-delà des annonces et au-delà des paroles, parce qu'un gouvernement, ce n'est pas une boîte de communication, un gouvernement, ça agit sur le terrain, je voulais voir ce qui se passait directement sur le terrain. Alors, je suis allée à la rencontre de dizaines d'organismes, pas des rencontres virtuelles, des rencontres physiques. Puis j'ai envie de témoigner un peu de ce que j'ai entendu, hein? Je ne vais pas parler directement des noms, mais je vais un peu donner l'essence de ce qui est ressorti de ces rencontres.

J'ai rencontré un festival qui m'a dit avoir beaucoup, beaucoup de craintes pour 2021, un autre organisme qui m'a dit à quel point ils avaient besoin d'aide directe, un autre organisme qui m'a parlé de la nécessité qu'il y ait davantage Internet haute vitesse dans toutes les régions. Un des festivals que j'ai rencontrés m'a parlé de la nécessité d'être soutenu par le gouvernement, et que les mesures en place ne répondaient pas aux exigences qu'ils avaient, et que, lors d'un de ces festivals-là, il y avait quatre fois moins de personnes que ce qu'ils avaient eu par le passé.

Un autre organisme m'a dit à quel point ils ont peur pour 2021, et qu'il va falloir être créatif, et qu'ils ne sentent pas la volonté du gouvernement d'être créatif pour les années qui s'en viennent. Un autre organisme qui me dit que la ministre n'a pas respecté ses engagements et qu'elle sentait qu'ils n'étaient pas défendus, que la ministre ne défendait pas sa clientèle mais défendait les positions du gouvernement.

Je poursuis. Un organisme me dit : Nous avons beaucoup d'enjeux dans toutes nos régions et nous n'avons pas les moyens de passer à travers la crise. Un autre nous a dit : Vous savez, le tourisme au Québec, on a l'impression que ça a bien été cet été. Bien, oui, parce que des gens, les Québécois, ont décidé de rester au Québec, d'aller profiter des vacances. Mais ce qu'on ne dit pas, c'est que le tourisme au niveau scolaire, à partir de septembre, n'aura pas lieu. Ce qu'on ne dit pas suffisamment, c'est que, le tourisme d'affaires, puis là je ne parle pas de tourisme à l'international, je parle du tourisme d'affaires québécois qui loue des hôtels partout dans les différentes régions, bien, ils ne vont pas en avoir au mois de septembre et ils n'ont pas de vision sur ce qui s'en vient.

Je vais être très candide avec vous, il y en a qui m'ont dit que, clairement, la ministre avait de bonnes intentions au départ, qu'ils avaient l'intention de donner la chance au coureur mais que la ministre n'a pas été à la hauteur dans ce qui a été présenté.

Un autre organisme a dit : Il nous faut un véritable plan de relance. Nous n'avons pas de plan de relance aujourd'hui pour l'industrie touristique. Et un autre m'a finalement dit qu'il avait l'impression qu'il n'y avait aucune écoute de la part du gouvernement.

Alors, après avoir écouté tous ces commentaires-là, toutes ces perspectives-là, je me suis dit : Il faudrait qu'on pose des questions à la ministre. Parce que c'est une chose que la ministre abdique son rôle comme ministre du Tourisme, c'est une chose, mais c'en est une autre que le gouvernement abandonne l'industrie touristique. Alors, j'aimerais savoir qu'est-ce que la ministre va faire pour remédier à la situation sur le terrain.

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Mme la ministre.

**Mme Proulx (Berthier) :** Merci, Mme la Présidente. Je salue d'abord l'arrivée de la porte-parole officielle en matière de tourisme, la députée de Verdun, plaisir de collaborer avec vous.

De commencer en disant que la ministre a abdiqué sur l'industrie touristique... On va recommencer par le début. L'industrie touristique était en pleine croissance. L'Organisation mondiale du tourisme prévoyait une croissance des touristes internationaux à 3 %. Notre gouvernement, nos actions, on était à 5 %. Donc, les chiffres étaient très, très bons pour le Québec.

Je n'ai pas rencontré quelques entrepreneurs l'an dernier, j'ai fait 18 arrêts, 22 régions touristiques, 1 400 entrepreneurs qui ont été rencontrés par la ministre de façon individuelle. J'ai parlé à chacun de ces 1 400 entrepreneurs, connaître leurs inquiétudes, qu'ils puissent nourrir, surtout, notre réflexion, celle du ministère du Tourisme du Québec, pour arriver avec une stratégie de croissance économique de notre industrie. Parce que notre gouvernement était celui qui a reconnu le secteur de l'industrie touristique comme étant un vecteur de l'économie. On a toujours reconnu que c'était le troisième secteur d'activité le plus important. Après l'aéronautique et l'aluminerie, c'est le secteur de l'industrie touristique. Donc, on s'y est mis très, très tôt, à la tâche pour la rédaction, donc, d'une stratégie de croissance économique de notre industrie.

Je n'apprendrai rien que... on a été frappés, évidemment, par une grave pandémie. L'objectif premier qui demeure, l'objectif premier du gouvernement, c'est de sauver des vies, et c'est ce qu'on continue à faire.

Je vais prendre, pour la députée de Sainte-Marie—Sainte-Anne, pardonnez-moi, chacun des éléments que vous avez...

**Une voix : ...**

**Mme Proulx (Berthier) :** Sainte-Marie—Sainte-Anne.

**Une voix : Saint-Henri.**

**Mme Proulx (Berthier) :** Ah! excusez-moi. Je suis infiniment désolée. Saint... j'ai mélangé deux comtés. Je vous demande infiniment pardon.

Je vais reprendre, donc, certains des éléments auxquels vous avez fait référence. Les festivaliers, croyez-moi, ce n'est pas avec bonheur que la Direction de la santé publique nous interdisait la tenue des festivals et des événements jusqu'au 31 août. Je suis issue d'entreprises comme le Festival international de jazz de Montréal, les FrancoFolies de Montréal, le Cirque du Soleil. Je connais les Québécois, combien c'est dans leur ADN de participer et de fêter aux festivals et aux événements.

Par contre, malgré l'annonce de l'annulation de la tenue des festivals et des événements, très rapidement, là, début avril, on a rassuré ces gens-là en leur versant 80 % de leurs subventions, et le 20 % additionnel également, où on demandait minimalement des comptes rendus pour des sommes qui auraient été engrangées avant la tenue de leurs festivals, de leurs événements.

Et d'ailleurs, pour le prochain appel à projets des festivals et des événements, on ne demandera pas d'avoir des études d'achalandage de l'été 2020. Je pense que tout le monde saisit clairement les raisons pour lesquelles on ne demandera pas ça.

Alors, vous parliez d'une aide directe, c'en est une, forme d'aide directe aux festivals et aux événements. Pas plus tard que la semaine dernière, grâce au plan très bien rédigé par les équipes de festivals et événements, par l'équipe de mon ministère — d'ailleurs que je salue, vous avez salué le travail des fonctionnaires, je les salue tous, ils sont tous ici présents, très précieux pour moi — on a pu annoncer donc, la semaine dernière... j'étais d'ailleurs en compagnie de la députée de Gaspé, où, dans le cadre d'une tournée pour voir comment se passait l'été touristique, on a pu annoncer la réouverture des festivals et des événements, certes à 250. Il faut garder en tête que nous sommes toujours en pandémie et qu'à 250 personnes vous pourriez avoir quatre scènes, non en contiguës, où on va gérer évidemment les clientèles qui vont y entrer et y sortir. Et déjà on a des échos très, très positifs. D'ailleurs, le Regroupement des événements majeurs internationaux a salué, le 7 août dernier, finalement la possibilité de faire des festivals et des événements.

• (10 h 10) •

Vous dites que ça a bien été mais que la ministre n'a pas de vision. Ça a bien été pour une seule raison. C'est parce qu'on avait un plan qui était là pour permettre aux Québécois... Vous avez dit : Oui, les Québécois ont passé leur été au Québec. D'abord, je tiens à préciser que le Québec est tout sauf un prix de consolation. J'ai beaucoup de difficultés à

entendre des députés, comme vous, dire : Il faut passer l'été au Québec. Le Québec est une destination de calibre mondial, et on a la responsabilité, comme Québécois, de continuer à véhiculer le message que nous sommes une destination de calibre mondial.

Donc, avec le plan qu'on a présenté en juin dernier, les cartes de la SEPAQ, édition spéciale à 50 % de rabais, que ce soient les mesures Explore Québec sur la route, qui est un nouveau pendant d'Explore Québec, qu'on avait présenté à l'automne dernier... Première annonce d'un premier ministre en tourisme en 20 ans. Et en plus, les Passeports Attraités, bien, les Québécois ont saisi cette opportunité-là pour se déployer sur l'ensemble du territoire québécois, générer de l'activité économique, réserver des hôtels, aller dans des restaurants et faire en sorte que l'été touristique au Québec soit, franchement, un été qui est bien au-delà des espoirs de bien des entrepreneurs qu'on a accompagnés tout le long de cette pandémie-là. On pourra en discuter avec la députée de Gaspé, mais ça a été une tournée exceptionnelle. Je les ai rencontrés, moi aussi, les intervenants du milieu, ils étaient très contents.

Je vais clore, Mme la Présidente. Donc, de ne pas avoir été à l'écoute de l'industrie touristique, moi, je corrigerais le tir, parce qu'on a eu un plan très ambitieux, qu'on a présenté avec énormément de fierté, auquel les Québécois ont dit oui et disent oui puisqu'ils planifient leurs vacances encore en août, en septembre et en octobre.

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Merci. Alors, députée de Saint-Henri—Sainte-Anne.

**Mme Anglade :** Merci. Merci, Mme la Présidente. Alors, j'écoutais les réponses de la ministre, qui vante ce qui s'est passé pendant l'été. Puis, encore une fois, on a dit : Les Québécois, oui, ils sont restés au Québec, mais, lorsque j'entends la ministre qu'il y a un plan de stratégie de croissance, lorsque j'entends la ministre nous dire que les gens ont été rassurés, bien, ce n'est clairement pas le message qui a été envoyé sur le terrain, mais clairement pas.

Mais, au-delà de ça, pas plus tard qu'hier, là, il y avait l'article qui disait : *Vague de licenciements collectifs dans les hôtels du Québec*. Vague de licenciements collectifs. Ce n'est que le début de ce qu'on est en train de voir dans l'industrie touristique. Ce que les gens disent, dans l'industrie touristique, c'est que... Le gouvernement va dire : Ça a bien été cet été, ce n'est pas si mal. Ce que l'on ne voit pas venir, c'est que tous les congrès québécois qui vont avoir lieu sur le territoire n'auront pas lieu cette année, que tout le tourisme international ne se fera pas, que tout le tourisme scolaire ne sera pas au rendez-vous.

Et, lorsque le milieu s'est rassemblé... Il y avait un rapport qui a été déposé par RCGT. Lorsque le milieu s'est rassemblé, il avait demandé quatre choses. Il a demandé, la première, une prolongation à la subvention salariale d'urgence. On peut vous accorder que ce n'est pas directement relié au Québec, c'est le fédéral. Mais les mesures de soutien aux frais fixes, le soutien des entreprises ayant un effet multiplicateur, le soutien à l'implantation de normes sanitaires, pour tous ces trois volets là, qu'avez-vous fait de manière très spécifique? Mesures de soutien aux frais fixes, soutien des entreprises ayant un effet multiplicateur, soutien à l'implantation des normes sanitaires. Parce qu'honnêtement sur le terrain ils n'ont rien vu.

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Mme la ministre, vous avez 3 min 30 s.

**Mme Proulx (Berthier) :** Merci, Mme la Présidente. Totalement en désaccord avec la députée. C'est 753 millions de dollars pour le plan de relance spécifique à l'industrie touristique, qui a été d'ailleurs un des plans les plus ambitieux. Si les devoirs sont faits pour regarder ce qui est fait dans les autres provinces canadiennes, c'est le Québec, encore une fois, qui sort bon premier. Nous, on a agi sur l'offre, sur la demande, sur le consommateur, sur les entreprises, sur la reprise et la relance.

25 millions de dollars en aide directe pour soutenir les entreprises via les ententes, partenariat régional en tourisme. J'étais avec la députée de Gaspé pour en faire l'annonce. Quatre fois plus que ce que les libéraux ont donné sur deux ans. Quatre fois plus que ce que les libéraux ont donné sur deux ans.

Aide directe aux hôteliers, c'est près de 14 millions de dollars. Vous parlez des frais fixes. 14 millions de dollars qui ont été retournés directement dans la poche des hôteliers, des gîtes du Québec avec le remboursement de la taxe de l'hébergement.

446 millions de dollars de prêts d'urgence, des conditions exceptionnelles. On ne parle pas de 12 mois, on parle de 24 mois de moratoire sur le capital, sur l'intérêt, un pardon jusqu'à 25 %, ce qui peut représenter 100 000 \$ par hôtel. Vous êtes propriétaire de quatre hôtels, c'est 400 000 \$.

200 millions pour investir en infrastructures tourisme d'affaires en milieu hôtelier. Le tourisme d'affaires, on s'y est attaqués.

50 millions en prêts pour appuyer le développement des attraits touristiques, le fameux PADAT.

20 millions en aide directe aux entreprises touristiques, des rabais aux consommateurs. La meilleure aide directe, c'est d'envoyer les Québécois et les Québécoises, les familles sur le terrain pour consommer le produit touristique, et on voit les résultats, Mme la Présidente, avec un été touristique exceptionnel au Québec.

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Merci. Députée de Saint-Henri—Sainte-Anne, il vous reste 1 min 40 s.

**Mme Anglade :** Alors, rapidement, là, rapidement, Mme la Présidente. Lorsqu'il y a eu la rencontre initiale avec la ministre et différents collègues ministres de la ministre du Tourisme, je pense que le milieu avait espoir. Il avait espoir qu'il y avait quelque chose qui allait se passer. Lorsqu'il y a eu l'annonce au mois de juin, ils ont estimé que ça a été un virage à 180 degrés et qu'en fait, puis il faut dire les choses comme elles sont, c'est que le ministre de l'Économie ne croit pas au tourisme et que la ministre du Tourisme n'a pas été capable... n'a pas été capable de répondre...

**Des voix :** ...

**Mme Anglade :** ...de répondre à cet enjeu-là...

**La Présidente (Mme Isabelle) :** D'accord, merci. Mme la députée... Mme la députée de Saint-Henri—Sainte-Anne, je vous rappelle qu'on ne peut pas prêter des intentions comme celle-ci. Alors, je vous invite à poursuivre, il reste une minute.

**Mme Anglade :** ... — je vais poursuivre — et que, dans la discussion qu'il y avait eu, le virage qui a été effectué à 180 degrés, c'est qu'on n'a pas l'impression que la ministre a été capable de défendre l'industrie du tourisme au sein de son gouvernement, et c'est ce que nous déplorons. Que va-t-elle faire de différent à partir de maintenant?

**La Présidente (Mme Isabelle) :** En 40 secondes.

**Mme Proulx (Berthier) :** Nous avons un premier ministre, Mme la Présidente, dont je suis fière, qui est issu de l'industrie touristique, qui a reconnu, d'entrée de jeu dans ses premières conférences de presse, combien l'industrie touristique était importante. Toutes les semaines, j'ai siégé auprès du ministre des Finances, moi, ministre du Tourisme, pour faire les revendications et les représentations dont on avait besoin.

Soit dit en passant, la présidente-directrice générale de l'association de l'industrie touristique du Canada, Mme Bell, vient de sortir ce matin. Elle s'adresse au fédéral, elle demande un programme de prêt gouvernemental qui est crucial pour la survie des hôteliers. Mais, Mme la Présidente, nous, on a présenté ça le 11 juin dernier.

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Mme la ministre, merci. Alors, nous donnons maintenant la parole au député de Rosemont. Vous avez 7 min 20 s.

**M. Marissal :** Merci, Mme la Présidente. Mme la ministre, chers collègues, heureux d'être ici. Ça n'a pas été un été ordinaire, tout le monde le sait. Le Québec n'est pas un plan B, mais pas mal de monde se sont retrouvés avec des plans B, C, D. Je pense que je me suis rendu pas loin de Z à force de changer mes plans, notamment parce que le Québec n'est pas toujours capable d'accueillir tout son monde.

Il y a une bonne nouvelle puis une mauvaise nouvelle cet été. La bonne nouvelle, c'est qu'on a redécouvert notre Québec et qu'il est magnifique. La mauvaise nouvelle, c'est qu'on n'a pas les infrastructures pour accueillir tout le monde, notamment parce qu'on traite mal les gens de la SEPAQ depuis des années puis qu'à chaque printemps ils menacent de faire la grève. Puis là on s'est reviré vers les gens de la SEPAQ en disant : Pourriez-vous, s'il vous plaît, faire des efforts pour accueillir votre monde?

Moi, j'en ai fait huit, SEPAQ, cet été. J'en fais toujours beaucoup, là, j'en ai fait plus. Je peux vous dire que ces gens-là travaillent d'arrache-pied dans des conditions extrêmement difficiles. Alors, ce serait pas mal, pour une fois, de prendre note que, ces gens-là, on n'en pas besoin juste quand il y a de la COVID puis quand il y a des pandémies puis que tout le monde se garroche sur les SEPAQ, mais qu'en général ces gens-là devraient être traités correctement, dignement, ils font un travail essentiel.

Si le tourisme est le troisième vecteur économique du Québec, qu'on tienne compte des gens qui travaillent dans ce secteur-là parce que, trop souvent, et c'est vrai aussi de tous les étudiants, étudiantes qui font rouler l'économie du tourisme au Québec l'été, on les considère comme des travailleurs, des travailleuses de deuxième et de troisième ordre. Alors, j'espère qu'on aura compris cette leçon-là, parce que, cet été, quand les gens déferlaient dans les SEPAQ et ailleurs, là, il y avait du monde, là, avec des masques, là, sous 30°, qui accueillait le monde puis qui faisaient une sacrée bonne job. Et, contrairement à certains campings privés, les sanitaires étaient ouvertes... ouverts, je devrais dire, il y avait un excellent service, et puis tout le monde était, malgré tout, assez de bonne humeur.

Alors, moi, je fais appel à vous, Mme la ministre, pour passer les messages aux ministres économiques et à votre nouvelle collègue au Trésor, je pense qu'il est plus que temps de donner des conditions de travail valables aux gens du secteur du tourisme, et ça commence par votre responsabilité auprès de la SEPAQ.

Cela dit, je dis qu'il y a une bonne et mauvaise nouvelle, c'est vrai qu'on a redécouvert le Québec et qu'on s'est rendu compte, curieusement, dans un immense espace comme le Québec, là, qui est comme trois, quatre fois plus grand que la France, qu'on manque de place, qu'on n'avait plus assez de place pour mettre tous les touristes. Ma collègue de Gaspé en sait quelque chose, j'ai moi-même passé un peu de temps à Carleton-sur-Mer, je pense qu'il n'y avait pas un mètre carré de berge qui n'était pas occupé soit par une tente, soit par un motorisé, alors, évidemment, ça crée un achalandage.

• (10 h 20) •

Mais, Mme la ministre, vous avez déposé votre plan, pour un été au Québec, le 21 juin, là. C'était tard, là. Moi, j'ai un communiqué ici daté du 21 juin, mais, peu importe, les vacances en famille, là, ça se prépare à partir de janvier, d'habitude, si on veut avoir un genre d'été à peu près correct. Vous dites que le tourisme est superimportant, troisième vecteur économique du Québec, je fais référence à ce que disait le chef de l'opposition officielle, on a eu des liens, pendant toute la pandémie, avec votre collègue à l'Économie qui nous disait, parfois, que l'industrie du tourisme et de la culture allait être fermée pour 10 à 18 mois. C'était fataliste, c'était ça.

Alors, pour un vecteur économique si important, visiblement, vous n'aviez pas toute l'écoute de vos collègues économiques, qui avaient lancé la serviette. 10 à 18 mois, là, ça nous mène en 2021, peut-être même en 2022. Et vous, vous arrivez avec un plan, qui n'était pas nécessairement mauvais, là, il y avait des efforts, j'en conviens, à la mi, sinon à la fin

juin, est-ce que ce n'était pas un peu tard pour bricoler un plan, alors que vous saviez que les familles québécoises allaient nécessairement faire des plans B, C, D, E, F pour être au Québec?

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Merci. Mme la ministre, il vous reste 3 min 10 s.

**Mme Proulx (Berthier) :** Merci, Mme la Présidente. SEPAQ, phénomène à succès dans les mesures directes aux Québécois, qui relève de Forêts, Faune et Parcs, M. le député de Rosemont, mais je ferai le message.

**M. Marissal :** Oui, mais c'est votre outil, hein?

**Mme Proulx (Berthier) :** Et ça a été une mesure qui a été présentée par Tourisme, mais la SEPAQ relève du ministre des Forêts, Faune et Parcs. Le plan n'a pas été déposé le 21 juin, le 11 juin, et, dans une stratégie de relance, des jours, des semaines font une différence, donc je tiens à préciser que c'est le 11 juin que la conférence de presse a été faite pour annoncer nos mesures.

Bien sûr, on veut préparer au maximum d'avance nos vacances, mais, quand arrive une pandémie comme celle qui frappe non seulement le Québec, mais la planète tout entière, c'est très difficile. On a fermé les frontières, on a annulé les festivals et les événements, des gens ont dû revoir leurs plans de voyage. Je vous rappelle, M. le député de Rosemont, que la direction nationale de la santé publique nous a donné l'autorisation dans des circonstances très particulières. C'est important de se ramener en arrière, là. On ne peut pas regarder la situation aujourd'hui sans avoir et remettre les lunettes d'avril, de mai et de juin. Donc, la direction nationale de la santé publique nous a autorisé la réouverture de l'hébergement touristique début juin, opérationnelle le 8, si ma mémoire ne fait pas défaut, mais il y avait des conditions liées à ça, M. le député de Rosemont. Vous vous rappellerez que c'était une même cellule, hein, un même ménage. Donc, un ménage, ça peut être quatre colocos qui vivent ensemble ou encore une famille qui vit sous le même toit, qui pouvait faire de l'hébergement touristique, que ce soit en chalet ou encore en pourvoirie.

On a répété une chose qui est extrêmement importante. On devait rouvrir de façon séquencée, prudente et graduelle l'industrie touristique. L'objectif premier, c'est de protéger la population et de voir la situation épidémiologique, comment elle se comportait. Donc, oui, la Direction de la santé publique nous a autorisés la réouverture de l'hébergement touristique au 1er juin. Au risque de le répéter, ce n'est pas une décision gouvernementale, ce n'est pas une décision de la ministre, mais c'est bien le directeur national de la santé publique, M. Arruda, qui nous donne l'autorisation ou non de rouvrir.

Même la cheffe du Parti libéral, Mme Anglade, dans sa tournée, a convenu que, pour le moment, la saison touristique, ça va bien et que l'aide financière que le gouvernement a octroyée, 750 millions, est un pas dans la bonne direction. Ça fait que visiblement les gens sont assez contents.

En terminant, le tourisme n'a pas été un vecteur de transmission. Parce qu'on se rappelle qu'on est encore en pandémie, on pourrait peut-être l'oublier. Le tourisme n'a pas été un vecteur de transmission, il a été un vecteur de relance. Il n'y a pas de cas de COVID-19 dans les 50 secteurs d'activité qui sont regroupés sous le ministère du Tourisme du Québec, il n'y en a pas. Donc, non seulement les plans sanitaires par chacune de nos industries ont été exceptionnellement bien préparés en amont, très en amont, et, lorsque la direction nationale de la santé publique nous permettait de rouvrir un secteur d'activité, nous étions opérationnels dès l'autorisation de la Santé publique.

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Merci, Mme la ministre. Il reste trois secondes. Merci. Alors, nous laissons maintenant la parole à la députée de Gaspé. Vous avez 7 min 20 s.

**Mme Perry Mélançon :** Merci, Mme la Présidente. Et, bien sûr, je salue tous les collègues, là, ici présents, c'est un bonheur de vous retrouver, également les gens de la fonction publique, puis j'extrairais ça même à l'industrie touristique aussi.

En fait, les acteurs sont peut-être à l'écoute, là, aujourd'hui, puis c'est à eux que j'ai envie de lever mon chapeau, avant le gouvernement, parce que, dans la crise sanitaire, si ça n'a pas été un vecteur de transmission, c'est parce que ces gens-là ont mis les efforts nécessaires, ont déployé eux-mêmes leurs plans sanitaires, parce qu'ils ont dû se débrouiller pas mal seuls dans tout ce que ça impliquait, et c'était à eux de mettre en place leurs plans sanitaires, et il n'y a pas eu beaucoup d'indications de la Santé publique, du gouvernement dans ce début, cette préparation de saison là, qu'on savait qui s'en venait. Mais ça a été très, très long avant qu'on ait des nouvelles du gouvernement sur l'avenir du secteur touristique. Donc, j'ai envie de les féliciter, parce que c'est justement eux qui ont fait en sorte, malgré le fait qu'il y ait un surachalandage, qui n'a pas été prévu du tout, qui n'a pas été pensé, dans le Québec, dans les régions les plus touristiques... J'en connais quelque chose, effectivement, parce que j'ai dû gérer cette crise-là chez nous.

Et de dire que la saison a été merveilleuse, ce serait quand même, je pense, en mettre beaucoup, là. Parce que je me suis promenée chez nous, les restaurants ne pouvaient pas être ouverts très, très tard le soir parce que... par manque de main-d'oeuvre. Il y a eu beaucoup, beaucoup de problèmes à gérer, des heures réduites, des horaires réduits à effectifs réduits, des gens qui ont travaillé des sept jours-semaine. Ça a été difficile pour l'industrie touristique. Malgré qu'on peut sembler avoir eu une bonne saison touristique, la capacité d'accueil, elle était réduite, et il n'y a pas eu plus d'argent qui est rentré du fait qu'il y a eu beaucoup d'achalandage, là. Dans les régions, il y a eu une perte d'argent, qui n'a pas l'air à être considérée à sa juste valeur. Donc, on sait que l'industrie sera perturbée sur 18, 24 mois, on le sait déjà, l'industrie l'a dit, le gouvernement le reconnaît. Alors, il faut dire qu'il y a le tourisme international aussi qui n'était pas au rendez-vous, il y a des industries qui ont été très touchées, les croisières. La Capitale-Nationale, qui est une... qui accueille beaucoup de touristes étrangers, a été lourdement affectée aussi. Donc, on ne peut pas dire de façon générale que la saison touristique, elle s'est bien déroulée partout au Québec.

Alors, pour ces grands oubliés, pour ces gens qui... par exemple, dans le secteur hôtelier, avec des annonces, en juin, qui sont vraiment sous forme de prêts, donc ils ont un fardeau de plus, aussi, pour les entreprises, parce que ce n'est pas de la liquidité, à long terme, ça va être difficile pour eux.

Alors, je veux savoir si on a présentement, du côté du gouvernement... la ministre que j'ai eu le bonheur d'accueillir en Gaspésie, puis ça, je veux le mentionner, je suis très contente d'avoir reçu la visite de la ministre du Tourisme, la seule qui est venue me visiter en Gaspésie. Alors, je voulais savoir si on a des prévisions, du côté du gouvernement, sur le nombre de fermetures et de faillites d'entreprises touristiques prévues, là. Parce qu'on a quand même eu des chiffres dans d'autres secteurs, d'autres entreprises. Qu'est-ce qu'on s'attend, là, pour les pertes dans l'industrie touristique?

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Mme la ministre.

**Mme Proulx (Berthier) :** Merci, Mme la Présidente. Oui, ça a été une charmante rencontre avec vous sur le terrain, d'ailleurs, au retour de mes vacances. Bas-Saint-Laurent, Gaspésie, Rimouski, et Rivière-du-Loup, au Bic, chez des restaurateurs, Colombe St-Pierre entre autres, Gaspésie, le bilan est très positif.

Je veux revenir sur la situation de la Gaspésie. Je veux juste vous dire que j'ai parlé avec le maire de Gaspé en amont des débordements qu'ils ont eus là-bas. Je tiens à préciser, là, que c'est une minorité de Québécois qui ont agi de la sorte, une minorité de Québécois. Mme la ministre responsable de la Sécurité publique, les autorités locales ont fait de la sensibilisation. La Sûreté du Québec était sur le terrain pour gérer le dossier. Mais je tiens à dire que c'est des gens qui n'ont pas planifié leurs déplacements. Alors, quand on va en vacances, on planifie ses déplacements. Il ne faut pas croire que, parce qu'on est au Québec... Et, justement, l'ensemble des Québécois vont passer leurs vacances sur le territoire québécois, il fallait planifier leurs vacances. Mais je tiens à préciser que c'est vraiment une minorité. Je salue les municipalités de Gaspé, d'ailleurs, et de Percé qui ont eu des solutions très innovantes.

Pour ce qui est des restaurateurs, bien sûr, la direction nationale de la santé publique leur demande d'opérer à 50 %. C'est clair que c'est plus difficile.

Pour ce qui est du plan de relance, au risque de me répéter, la direction nationale de la santé publique nous a autorisés à déconfiner nos secteurs et de pouvoir présenter ça le 11 juin dernier. Est-ce que j'aurais aimé avant? Bien sûr que j'aurais aimé avant. Mais c'est un secteur très particulier, basé sur la mobilité des gens. On est en pandémie, donc il fallait analyser chacun de ces secteurs-là basé sur la mobilité des gens, donc il fallait agir avec grande prudence.

On est à faire l'analyse des chiffres. Cinq mois plus tard, on peut dire que tous les secteurs d'activité de l'industrie touristique sont rouverts. Ils peuvent opérer parce qu'ils ont des protocoles sanitaires qui sont en main, qui sont en respect avec des directives de la Santé publique. Il n'y a pas eu, passez-moi l'expression, de «glitch» majeur. Oui, on a déposé un plan de 753 millions de dollars, mais il faudra être patients, oui, il va falloir être patients, jusqu'à ce que la demande de l'international puisse être réactivée. On fait des efforts, déjà, présentement, sur le marché principal hors Québec, qui, je le rappelle, est l'Ontario, et on voit déjà plusieurs plaques de l'Ontario qui viennent au Québec.

On va continuer non seulement de stimuler les Québécois à continuer de consommer le produit québécois, mais l'Ontario, le reste du Canada, les États-Unis, c'est 80 % du marché hors Québec qui provient du reste du Canada, qui génère 60 % de nos dépenses touristiques. On va continuer de faire les évaluations, parce qu'on est encore en coeur de l'été. Je rappelle qu'aujourd'hui on est le 17 août, 17 août...

• (10 h 30) •

**La Présidente (Mme Isabelle) :** En conclusion.

**Mme Proulx (Berthier) :** ...on est encore en train de faire les analyses sur l'état de situation.

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Merci. Mme la députée.

**Mme Perry Mélançon :** Dans la foulée, justement, de ces travaux-là, là, est-ce que, présentement, cet été, la ministre, avec son ministère, a travaillé... La demande de l'Alliance de l'industrie touristique, c'était d'avoir un plan d'aide sur deux ans. Est-ce qu'on est déjà en train de travailler sur ce plan actuellement?

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Il reste 30 secondes.

**Mme Proulx (Berthier) :** Merci, Mme la Présidente. Le plan était déjà sur deux ans, donc il y a des mesures directement pour cet été, les 200 millions de dollars, par exemple, pour le tourisme d'affaires en milieu hôtelier, le PACTE tourisme, ce sont des mesures où on va faire le pont, et les Passeports Attraités et Explore Québec pour l'automne, pour l'hiver, pour le printemps. La stratégie de ce gouvernement-là, c'est d'accompagner l'industrie touristique sur deux ans.

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Merci. Merci pour l'échange. Nous retournons avec l'opposition officielle, avec la députée de Verdun.

**Mme Mélançon :** Alors, à mon tour de saluer tous les membres de cette commission, y compris la ministre. Je suis très, très heureuse de pouvoir, aujourd'hui, faire le tour. On entend beaucoup le 753 millions de dollars. Encore, on va devoir ventiler ce montant-là. Je l'ai fait, parce que, quand on lit un communiqué de presse, là, 753 millions de dollars, là, ça, là, ça, ça parle en marketing, mais, quand on regarde, au final, ce que ça donne, c'est moins de 8 % en argent direct. Parce qu'il faut les prendre ligne par ligne, là.

Moi, je vous ai fait un petit tableau, Mme la ministre, juste pour vous, là, pour vos yeux. Quand on regarde que le PACTE, c'est 446 millions, quand on regarde... Bon, le PACTE, qui est le Programme d'actions concertées temporaires pour les entreprises, là, c'est des prêts, 446 millions en prêts. 200 millions pour le Programme d'appui de développement des attraits touristiques. Ça, ça fait 646 millions en prêts. Là-dedans, il y a même de l'argent qui a été recyclé. On parle de 48 millions de dollars en résiduel. Ça fait qu'au final le vrai montant, ce n'est pas 753 millions de dollars. Le vrai montant auquel on aurait dû vraiment... sur lequel on aurait dû s'appuyer, c'est 58,8 millions de dollars, et ça, c'est pour faire face à la pire crise que le tourisme n'a jamais eu à affronter. C'est bien de faire le tour quand ça va bien en tourisme. Quand ça va mal, honnêtement, il faut s'ouvrir. Puis, en tout respect, en tout respect, j'ai, moi aussi, rencontré plein d'organisations qui m'ont dit à quel point ce qu'ils avaient demandé, c'était très, très loin de ce qui a été servi le 11 juin, très, très loin.

Et, en ce sens-là, moi, j'aimerais demander à la ministre... Le Programme d'appui au développement des attraits touristiques, là, le 200 millions, là, moi, j'aimerais ça savoir il y a combien d'argent qui est sorti de là puis comment ça fonctionne, ce programme-là.

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Mme la ministre.

**Mme Proulx (Berthier) :** ...combien de temps? Bien, c'est parce que, là, le programme de...

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Il vous reste quand même... il vous reste 11 min 30 s.

**Mme Melançon :** ...30 secondes, par contre, là, mais continuons, continuons.

**Mme Proulx (Berthier) :** Merci, Mme la Présidente. On sait que les libéraux aiment beaucoup ça, les subventions, subventionner, subventionner. Nous, on croit, comme gouvernement responsable, que c'était donner de l'argent dans les poches des Québécois pour se déployer sur les territoires québécois, consommer nos restaurants, nos hôtels, nos attraits, tous les attraits touristiques. La meilleure aide directe, c'est vraiment de mettre de l'argent dans les poches des Québécois.

Alors, ventilons, comme vous dites, Mme la députée de Verdun. 25 millions en aide directe pour soutenir les entreprises via les ententes de partenariat régional en tourisme. Quatre fois plus que les libéraux. Au lieu d'être sur quatre ans, deux ans. On sait très bien que les ATR, les 22 ATR, cette année, ils n'auront pas beaucoup de taxes sur l'hébergement, c'est clair. Alors, pas d'appariement, on ne demande pas d'appariement. Avant, c'était 1 \$ pour 1 \$. 100 % du 25 millions de dollars, c'est le ministère du Tourisme qui le donne pour lever ou continuer de lever des projets qui vont faire qu'à terme, quand les touristes internationaux vont revenir sur le territoire québécois, on sera prêts.

14 millions en aide directe — vous aimez ça, les aides directes — remboursement du premier trimestre, la taxe sur l'hébergement pour les hôtels et les gîtes. Aide directe, près de 14 millions de dollars.

200 millions en prêts pour investir dans les infrastructures en tourisme d'affaires en milieu hôtelier. On sait que le tourisme d'affaires, c'est particulièrement prisé à l'automne, dans ce qu'on appelle l'intersaisonnalité. Donc, avec une fréquentation ou un achalandage moins grand cette année, on a présenté, donc, ce plan-là, qui va permettre des mises à niveau, de respecter les nouvelles normes édictées par la Santé publique pour faire du tourisme d'affaires, et déjà des hôteliers ont commencé à cogner à la porte d'Investissement Québec.

50 millions en prêts pour appuyer le développement des attraits touristiques, le programme d'aide au développement des attraits touristiques, qui est un bon programme, soit dit en passant, qui avait été lancé par les libéraux, qui est un bon programme. 20 millions en aide directe pour les entreprises touristiques. 10 millions, Explore. Ça, c'était une mesure qui était chez les libéraux puis qui dormait sur les tablettes depuis bien des années, soit dit en passant, mesure qui appartenait à Transports, et qu'il n'y avait pas grand-chose de fait avec ça.

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Vous savez... Mme la ministre...

**Mme Proulx (Berthier) :** 5 millions de dollars...

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Vous savez que je ne peux pas... Je veux juste... Pardon, je veux juste intervenir. Vous savez que je ne peux pas évaluer la pertinence de la réponse. Alors, je vous inviterais, si vous voulez... Bon, je vais vous demander, Mme la ministre, de conclure sur cette question-là.

**Mme Proulx (Berthier) :** Parfait, parfait.

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Et je vous invite, Mme la députée, de reformuler votre question si vous jugez que vous n'avez pas obtenu votre réponse. Mme la ministre, je vous invite rapidement à conclure.

**Mme Proulx (Berthier) :** Merci, Mme la Présidente. 5 millions, SEPAQ, succès exceptionnel. Chaque jour, visites en SEPAQ, c'est 163 \$ de retombées dans la communauté, directement dans les poches des entrepreneurs. 5 millions pour les Passeports Attraités, des incitatifs financiers. Bref, un plan qui a été salué par l'ensemble des acteurs de l'industrie touristique. Est-ce qu'un demi-milliard, tel qu'il était demandé pour le secteur uniquement... du secteur hôtelier, un demi-milliard de dollars... Nous sommes un gouvernement qui est responsable et qui gérons de façon responsable les deniers québécois.

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Merci. Députée de Verdun.

**Mme Melançon :** Donc, vous venez d'entendre, tout comme moi — et là je vais m'adresser aux gens de l'industrie — la ministre vient de dire que vos demandes n'étaient pas mesurées. Elle vient de défendre son gouvernement, elle n'a pas défendu le milieu, on vient de l'entendre. Et on vient aussi d'entendre que c'est vrai, ce que j'ai mentionné, quand j'ai dit que c'est 8 % en aide directe, simplement, qui a été annoncé dans le 753 millions. On a beau, là, parler du... Même 58 millions, là, j'ai beau dire : 5 millions là, 10 millions là, ça reste que c'est le même 58,8 millions pour faire face à la pire crise que le Québec, et le monde de l'industrie touristique, n'a jamais vécue. Triste.

Triste aussi d'entendre, bien entendu, comme l'ont mentionné mes collègues, que le ministre de l'Économie, lui, avait dit, et là je vais le citer, comme ça, mon collègue va être fier et ne pourra pas appeler au règlement : «L'aide financière sera inférieure aux demandes.» Non seulement elle était inférieure aux demandes, Mme la Présidente, mais elle n'a pas répondu à la demande. Et, actuellement, on voit, sur le terrain... Je ne sais pas, là, si vous êtes au fait de l'ampleur de la crise, parce que, là, on a l'air d'être au pays des licomes, puis tout va bien, puis ça a bien été au Québec cette année. On a perdu le mois d'avril, de mai puis de juin, là, quand même, partout au Québec, là, on les a perdus, ces mois-là, ils ne reviendront pas, puis le tourisme d'affaires ne va pas revenir, puis le tourisme hivernal, là, bien, ils sont très inquiets, eux aussi.

• (10 h 40) •

Alors, ma question est assez simple. Moi, j'aimerais savoir de la ministre si, lorsqu'on parle de 8 % en aide directe... Puis, lorsqu'elle dit qu'un demi-milliard de dollars c'était beaucoup trop demander, je ne sais pas si elle le sait, là, mais, dans l'ampleur de la crise, actuellement, à Montréal... Je le sais, que vous n'aimez pas ça qu'on parle de Montréal, là, je le sais, que votre formation n'aime pas ça qu'on parle de Montréal, mais je dois vous dire qu'actuellement le taux d'occupation à Montréal, et ce, depuis le début de la crise, c'est de moins de 10 %. C'est affreux, ce qui se passe actuellement.

Puis on a parlé de Gaspé — qui est une région merveilleuse — tout à l'heure, mais ce n'est pas parce que ça n'a pas été égal partout qu'on doit dire : Tout a bien été, au contraire. Et là on est en train de vouloir jouer avec Investissement Québec, comme si on était aux dragons, à Radio-Canada, puis on dit : Bien, vous autres, vous allez mal actuellement, là, je vais prendre des parts dans ton entreprise puis je vais te prêter de l'argent. C'est ça qu'on est en train de faire, c'est ça que le ministre de l'Économie est en train de faire.

Bien, je m'excuse, là, mais on a des entreprises extraordinaires sur le terrain, des entrepreneurs qui sont là depuis plusieurs générations et qui sont pas mal insultés de voir que ce qu'on va faire, là... On n'est pas capables de payer des frais fixes, puis le gouvernement, bien, il nous propose un prêt pour payer les frais fixes. Puis vous savez quoi? En plus de ce prêt-là, là, bien, on va vous proposer un prêt pour aller faire, ah! de la rénovation. Bien oui! Vous n'êtes pas capable de payer vos prêts hypothécaires, puis, en plus, là, bien, on va vous prêter de l'argent pour faire de la rénovation. Alors, le prêt du prêt pour le prêt, ça, on appelle ça une spirale de l'endettement, là, puis, si, ça, vous trouvez ça bon, je veux juste vous dire une chose : En économie, là, il y a une certitude, une certitude, une faillite, là, ça ne va jamais rembourser un prêt. Alors, si ça, vous pensez que c'est vraiment la solution, moi, je peux vous dire, là, pour être en lien avec le milieu actuellement, là : Ils ne sont pas contents.

Puis, si vous pensez... Puis, je vous demande, là, ne parlons pas aux journalistes quelques secondes, là, parlez directement à l'industrie puis dites-leur : J'ai entendu, ce n'est pas suffisant, mais, s'il vient une deuxième vague, là, moi, là, comme ministre, là, bien, je serai là, puis on va aller chercher plus d'argent pour vous aider. C'est ça qu'ils espèrent entendre aujourd'hui. Est-ce que c'est ce que vous allez leur répondre? Là, ça vous appartient.

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Mme la ministre, il vous reste 3 min 45 s.

**Mme Proulx (Berthier) :** Merci, Mme la Présidente. J'aimerais ça voir votre tableau, Mme la députée de Verdun, puis j'aimerais surtout savoir si vous avez celui des autres provinces, parce que, l'aide directe, on n'a pas les mêmes chiffres. Moi, j'arrive à 72,2 millions d'aide directe. Donc, j'aimerais ça, aussi, voir votre tableau, parce que, franchement... Je tiens à le répéter, là, l'Association des hôtels du Canada qui demande au gouvernement fédéral un prêt gouvernemental qui est crucial pour la survie des hôteliers. Or, vous dites : Vous êtes encore dans la spirale de l'endettement en proposant des mesures de prêt pour les hôteliers. Donc, Charlotte Bell, présidente-directrice générale de l'Association de l'industrie touristique du Canada, je pense qu'elle connaît un peu son affaire. Susie Grynol, présidente de l'Association des hôtels du Canada, a déposé, ce matin... c'est dans la *Cyberpresse*, pour ceux qui sont intéressés, elle demande un prêt du gouvernement qui est crucial pour les aider. Donc, le gouvernement du Québec a été clairement dans la parade là-dedans.

Très insultant de dire «faire de la rénovation», là. Vous faites référence aux 200 millions de dollars pour le tourisme d'affaires en milieu hôtelier. Primo, 80 % du financement en dehors des grands centres que sont Québec et Montréal, qui vivent dans l'intersaisonnalité du tourisme d'affaires, extrêmement, extrêmement important. Donc, 80 % des frais qui sont admissibles, ce n'est pas juste remplacer, là, un bas de porte, là : l'amélioration, adaptation des équipements, infrastructures pour permettre le respect des mesures sanitaires, infrastructures et équipements liés au tourisme d'affaires, par exemple les salles de réunion, salles de réception — on sait que le couvre-visage, les mesures de distanciation sociale vont être là pour un moment — les chambres, les salles de bain comprises — évidemment, les mesures de distanciation font qu'on ne peut pas utiliser tous les lavabos qui sont un à côté de l'autre — cuisines, salles à manger — je pense que ça se passe d'explication — halls d'entrée, réceptions, aires de repos, toilettes publiques, les bars, les autres aménagements extérieurs... intérieurs, pardon, qui constituent des aires publiques, oui, des structures extérieures également.

Mais c'est d'abord et avant tout, puisque le tourisme d'affaires va lentement reprendre... À l'intra-Québec, je pense qu'il va reprendre doucement à l'automne. On offre déjà, donc, à ces hôteliers qui pratiquent du tourisme d'affaires partout en région des mesures concrètes et directes pour les aider, donc, à répondre aux normes de la santé publique dans le cadre d'une pandémie et de les aider pour le tourisme d'affaires en milieu hôtelier. 200 millions de dollars pour un an, là, 2020-2021, je pense que c'est une mesure qui est bien accueillie, Mme la Présidente.

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Merci, Mme la ministre. Il reste 58 secondes. Députée de Verdun.

**Mme Melançon :** Bien, je vais aller très rapidement parce que, bon, la ministre m'a quand même... a quand même bien expliqué une chose, c'est que ce n'est pas 753 millions de dollars auxquels on devrait faire mention.

Moi, ce que j'aimerais, Mme la ministre, c'est que vous puissiez me dire combien de programmes, avec le Passeport Attrait, combien ont été... combien de programmes ont été vendus.

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Mme la ministre, 30 secondes.

**Mme Proulx (Berthier) :** Merci, Mme la Présidente. On est encore en plein cœur de l'été, on est le 17 juin, les gens prennent leurs vacances encore présentement...

**Une voix : ...**

**Mme Proulx (Berthier) :** Pardon, 17 août, pardon. Septembre également. Donc, on est à faire les calculs. On présentera le bilan quelque part à la mi-septembre.

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Merci. Députée de Verdun, huit secondes.

**Mme Melançon :** Bien, je pense que ça va aller, on va se reprendre tantôt.

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Je vous remercie pour le bel échange. Ceci met fin à la première partie de l'étude du portefeuille Tourisme.

La commission suspend ses travaux quelques instants. Merci.

*(Suspension de la séance à 10 h 46)*

*(Reprise à 10 h 56)*

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Alors, nous recommençons. La commission reprend ses travaux. Nous sommes prêts à reconnaître une première intervention de l'opposition officielle pour le premier bloc d'échange... ou le prochain bloc. Mme la députée de Verdun, à vous la parole.

**Mme Melançon :** Merci beaucoup, Mme la Présidente. Alors, bien, on a quitté le bloc tout à l'heure, et je suis un peu déçue de voir que la ministre n'a pas de chiffres quant aux forfaits qui ont été vendus jusqu'à présent, là. Je comprends qu'on n'est pas à la fin de l'été, mais je pensais qu'on pouvait quand même suivre, parce que moi, j'ai eu comme information qu'on était à 1 509 forfaits de vendus. Bref, on pourra les vérifier en septembre, alors on se donne une date où on pourra voir le bilan de tout ça.

Et, tout à l'heure, vous avez dit, Mme la ministre : La meilleure façon de donner une aide directe, c'est encore de dire aux Québécois d'aller en région puis de profiter du Québec magnifique, qui est à notre portée. Bien, je trouve ça drôle que vous disiez ça avec autant de conviction puis que, pourtant, sur, je le rappelle, le 58,8 millions, parce que c'est ça qui est en argent, bien, c'est 20 millions qui a été consenti à ça, uniquement, si c'est vrai que c'est la meilleure façon. C'est pour ça que moi, j'aurais voulu voir les chiffres pour pouvoir dire : Ah! bien, voilà où ça a fonctionné, où ça n'a pas fonctionné, et, si ça n'a pas fonctionné, qu'est-ce qu'on fait pour aider autrement, notamment pour les frais fixes.

Et j'entendais, tout à l'heure, la ministre parler : Ce n'est pas juste de la rénovation. Moi, j'ai juste repris les termes qui étaient écrits, noir sur blanc, dans son communiqué de presse, émis le 11 juin, où on parle de soutenir financièrement des travaux de rénovation. Bref...

Cela étant dit, très rapidement, Mme la ministre, j'aimerais... Puis on va revenir, tout à l'heure, sur les chiffres. Je voudrais parler des transports nolisés touristiques. Il y a une association, j'ai parlé avec les gens de transport nolisé touristique, donc, qui sont vraiment frappés directement avec la COVID, et la Fédération des transporteurs par autobus m'expliquait qu'il y avait eu plus de 20 000 contrats qui ont été annulés. On ne voit pas que ça va redémarrer, puis là on a vu que les frontières étaient fermées encore pour, minimalement, un mois. C'est 86 millions de dollars qu'ils ont perdus. C'est beaucoup d'emplois directs, on parle de 4 000 emplois directs. Et là je sais que la fédération a tenté de savoir : O.K., je m'adresse à qui chez les ministres? Alors, ils sont allés voir les gens chez vous, qui ont dit : Non, non, non, ce n'est pas chez nous, on en a assez, allez au niveau des Transports. Et, au niveau des Transports, votre collègue a dit : Non, non, non, moi, j'en ai assez, j'aimerais ça que vous alliez voir la ministre du Tourisme.

Alors, la question est la suivante : Mme la ministre, est-ce que vous acceptez de rencontrer la Fédération des transporteurs, un? De deux, allez-vous vouloir les soutenir? Parce qu'ils sont dans un manque à gagner où ils ne sont pas soutenus, parce que, là, actuellement, c'est la maison des fous chez Astérix, là, ça vous prend... Alors, j'aimerais juste m'assurer que la ministre pourrait rencontrer ce groupe, qui a besoin d'aide.

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Mme la ministre.

• (11 heures) •

**Mme Proulx (Berthier) :** Merci, Mme la Présidente. Oui, Mme la députée de Verdun, on les a déjà rencontrés, on va poursuivre les rencontres avec eux. Je veux juste vous dire que, dans les dernières semaines, donc, la Fédération des transporteurs par autobus ont eu une aide financière discrétionnaire, de la ministre du Tourisme, de 50 000 \$... consolider l'expertise, mise en place d'un groupe de travail spécifiquement sur le tourisme, dans le but, évidemment, de relancer cette industrie-là, Mme la députée de Verdun, et la création d'un rendez-vous pour la relance avec la FTA en novembre 2020. Donc, après la tenue de rendez-vous 2020, on va présenter le fruit de nos échanges puis des actions très, très ciblées qu'on va avoir avec eux. Donc, on va évaluer les besoins. Mais je tiens juste à dire que moi, je lève la main, comme ministre du Tourisme pour dire qu'il y a une aide financière discrétionnaire qui a été octroyée, donnée avec le MEI et le MTQ, 50 000 \$, donc, pour les accompagner.

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Merci. Députée de Verdun.

**Mme Melançon :** Donc, 50 000 \$, il y a un manque à gagner de 86 millions. Je tiens juste à... Mais, merci, merci de votre réponse, et je pense qu'il y a des gens qui vont être heureux d'entendre votre réponse aujourd'hui.

J'aimerais rapidement parler de... Puis là ce n'est pas ma question, puis là, bien, je veux juste expliquer aux gens qui sont à la maison : Actuellement, avec les mesures sanitaires, on ne peut pas avoir autant de gens qu'on voudrait, accueillir parfois des collègues pour venir poser des questions, et là cette question-là vient de ma collègue de Westmount—Saint-Louis, qui est dans le centre-ville de Montréal et qui vit une problématique, un fléau, je vais même appeler ça un fléau, Airbnb. Actuellement, là, dans le centre-ville de Montréal, c'est terrible. Les gens qui achètent des condos et qui s'aperçoivent qu'il y a du Airbnb... C'est terrible. Moi, ce que je voudrais savoir : Qu'est-ce que la ministre entend faire? Parce que, là, en plus, Airbnb ne paie pas de taxes, ils font de la concurrence déloyale auprès des hôtels. Qu'est-ce qu'elle entend faire?

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Mme la ministre.

**Mme Proulx (Berthier) :** Merci, Mme la Présidente. Premier dossier, entrée en poste, Mme la députée de Verdun, premier. L'hébergement touristique dit collaboratif avait besoin d'encadrement, c'est clair. Désolée de le dire, mais le précédent règlement manquait de précision. Donc, à mon entrée en poste, rapidement on s'est attaqués au problème de l'hébergement touristique dit collaboratif. On va utiliser le mot «Airbnb», là, mais c'est beaucoup plus large que ça, là, vous en conviendrez. Donc, rapidement... Et je suis très heureuse de dire que le règlement est en vigueur depuis le 1er mai dernier. Donc, votre collègue de...

**Mme Melançon :** Westmount—Saint-Louis.

**Mme Proulx (Berthier) :** ...Westmount—Saint-Louis pourra faire des... oui, donc, pourra faire des vérifications.

C'est clair qu'il y avait une inéquité, là, entre les hôteliers et ceux qui pratiquaient de l'hébergement touristique dit collaboratif. Donc, on est arrivés avec un règlement, on a défini la résidence principale. Ça n'existait pas jusqu'à présent. Donc, on a défini la résidence principale faisant partie maintenant de l'offre de l'hébergement touristique, parce que l'offre de l'hébergement évolue au fil des ans. Donc, on est venus définir la résidence principale. Mais attention, là, si vous avez... par exemple, vous vivez dans une copropriété — vous avez fait référence à des condos — vous vivez dans une copropriété, vous devez avoir l'autorisation écrite du syndicat de copropriété vous permettant de faire de l'hébergement touristique collaboratif. Si le syndicat de copropriété le refuse, il est impossible de faire de l'hébergement touristique collaboratif. Vous habitez dans un duplex, un triplex, un quadruplex, vous devez avoir l'autorisation écrite du propriétaire pour faire de l'hébergement touristique collaboratif. Ça, c'est impératif comme condition de base.

L'autre : afficher le numéro d'enregistrement que vous allez chercher sur la CITQ, où on peut faire rapidement, là... voir les annonces qui sont légales ou illégales... pleins pouvoirs d'inspection, d'enquête qui vont permettre d'émettre des constats d'infraction. Vous devez afficher le numéro d'enregistrement sur toutes les plateformes. Vous faites une annonce ici, à l'Assemblée nationale du Québec, sur votre fil Facebook, votre Twitter, à l'épicerie, le numéro d'enregistrement... si le syndicat de copropriété ou le propriétaire donne l'autorisation, vous devez absolument avoir votre numéro d'enregistrement.

**La Présidente (Mme Isabelle) :** En conclusion, Mme la ministre.

**Mme Proulx (Berthier) :** C'était justement important pour protéger le parc immobilier, particulièrement à Montréal. On a rendu... et ça, c'est une précision très importante, par souci d'équité, on a rendu le prélèvement de la TSH obligatoire, obligatoire sur toutes, toutes, toutes les plateformes numériques. Toutes les plateformes numériques — vous les connaissez toutes, là, on ne fera pas de publicité — doivent la prélever.

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Merci. Merci, Mme la ministre. Mme la députée.

**Mme Melançon :** Merci, Mme la Présidente. Mme la ministre, combien y a-t-il d'inspecteurs pour faire les vérifications actuellement sur le terrain?

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Mme la ministre.

**Mme Proulx (Berthier) :** Merci, Mme la Présidente. Le numéro d'enregistrement et la définition... L'importance de la définition de la résidence principale, c'est parce que c'est là que vous avez votre correspondance avec Revenu Québec, la société d'assurance maladie du Québec, vos immatriculations, vos plaques. Donc, il y a un lien direct avec Revenu Québec.

Donc, dès que vous entrez une adresse spécifiant que vous êtes résidence principale, il y a une vérification qui est faite automatiquement par le ministère du Revenu du Québec pour s'assurer que c'est bel et bien votre résidence principale. C'est là qu'on reçoit les documents officiels, entre autres la correspondance avec le gouvernement du Québec. Il y a 25 agents de Revenu Québec qui font ces inspections-là pour s'assurer que c'est bel et bien la résidence principale. Et, en terminant, Mme la Présidente, c'est ça qu'on est venus définir avec le règlement, on a défini ce qu'était «résidence principale», maintenant faisant partie de l'offre de l'hébergement touristique au Québec.

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Merci. Mme la députée.

**Mme Melançon :** Moi, je veux juste vous dire, là, au nom de Jennifer Maccarone... je devrais dire...

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Députée.

**Mme Melançon :** ...«la députée de Westmount—Saint-Louis», pardonnez-moi... Je vous demanderais, Mme la ministre, peut-être de parler avec vos collègues pour vous assurer... parce qu'actuellement, là, son bureau, c'est des appels, et des appels, et des appels sur ce dossier-là spécifiquement. Donc, s'il était possible d'envoyer un mémo pour demander plus d'inspections dans le coin du centre-ville de Montréal, je pense que ce serait bien reçu. Parce qu'actuellement, là, non seulement c'est des formulaires de dénonciation qu'ils doivent remplir les uns derrière les autres, là, mais vraiment, là, il y a un fléau. Et, cet été, mais aussi au printemps et l'année précédente, ça a été un peu compliqué. J'ai entendu que c'était au mois de mai, j'ai tout entendu ça. Mais je veux juste vous demander gentiment et simplement de veiller peut-être au grain là-dessus, s'il vous plaît, Mme la ministre.

Je voudrais revenir sur les gîtes. J'ai eu l'occasion... Parce qu'il y a une nouvelle association de gîtes qui est en train de s'organiser. Je pense qu'ils ont fait des demandes de rencontre auprès de votre cabinet. Est-ce que vous les avez rencontrés dernièrement?

**Mme Proulx (Berthier) :** Bien, je... Mme la Présidente... Excusez-moi, madame.

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Allez-y, allez-y, Mme la ministre.

**Mme Proulx (Berthier) :** Dans les quatre dernières semaines, non.

**Mme Melançon :** D'accord. Moi, je vous dis, actuellement, là, c'est 3 300 chambres, il y a beaucoup de gens, là, qui en vivent. Et ce qui serait intéressant, c'est que vous puissiez les rencontrer rapidement, ils ont des problématiques. Eux paient des taxes et des impôts, bien entendu, alors que certains en hébergement collaboratif, comme on le dit, là, c'est un peu plus difficile. Ils ont besoin d'aide, eux aussi, et je ne vous ferai pas de cachette, et je suis persuadée que vous savez, mais ils sont aussi des gardiens de notre patrimoine. Alors, je pense qu'il serait intéressant que vous puissiez rencontrer les gens, justement, des gîtes rapidement. Et ils ont des mises en situation à vous faire, à vous exprimer aussi, et, dans le cadre d'une deuxième ou d'une troisième vague, eux aussi vont avoir besoin d'aide, eux aussi vont devoir être entendus par le gouvernement. Et des gîtes... fut un temps où c'était un peu plus du folklore, les gîtes. Maintenant, c'est très, très bien organisé, comme vous le savez, un peu partout au Québec, et je pense que ces gens-là ont besoin de la ministre du Tourisme. Donc, je vous invite à les rencontrer rapidement, s'il vous plaît.

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Est-ce qu'il y avait une question ou...

**Mme Melançon :** Non. Bien, j'aimerais ça, savoir...

**Mme Proulx (Berthier) :** Bien oui!

**La Présidente (Mme Isabelle) :** D'accord. Alors...

**Mme Melançon :** Mais on comprenait notre non-verbal, là.

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Alors, je laisse la parole à Mme la ministre. Il reste 2 min 9 s.

• (11 h 10) •

**Mme Proulx (Berthier) :** Merci, Mme la Présidente. Merci, Mme la députée de Verdun. 13,8 millions de dollars, quand même, qui ont été retournés en TSH, là. Donc, c'est également pour les gîtes, là, c'est important de le préciser. Et il y a aussi... Dans les mesures qu'on a annoncées, les gîtes ont reçu, donc, près de... l'ensemble des gîtes, là, de retours de la TSH, près de 14 millions de dollars. Il me fera plaisir de les rencontrer plus spécifiquement, là. Mais vous savez également qu'ils ont accès au FLI, là, hein, au Fonds local d'investissement, là... qui sont administrés par les MRC. C'est 150 millions de dollars sur l'ensemble du territoire québécois, donc des prêts, là, à 50 000 \$ et moins qui correspondent clairement, là, aux demandes des propriétaires opérateurs de gîtes qu'ils pourraient avoir.

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Merci. Il reste quand même 1 min 13 s.

**Mme Melançon :** Ah! bien là, vous êtes généreuse, Mme la Présidente.

Je le disais d'entrée de jeu tout à l'heure, je suis très, très heureuse de devenir porte-parole, pour ma formation politique, en matière de tourisme. Et je veux dire une chose, puis on s'est déjà parlé, la ministre et moi, par téléphone, on a déjà établi le contact : Je serai avec vous, à côté de vous, Mme la ministre, pour pouvoir faire des représentations auprès de votre gouvernement pour avoir plus d'argent en tourisme. Vous allez pouvoir compter sur moi, et, je vous le dis, là, je veux être à vos côtés pour pouvoir en avoir plus, parce que le milieu du tourisme mérite plus. Et moi, je suis très inquiète pour l'automne. Je suis persuadée qu'il y avait un plan qui était destiné au tourisme, qui a été légèrement modifié, disons ça comme ça, par l'Économie puis par les Finances, mais je suis persuadée qu'ensemble on peut aller chercher encore plus d'argent. Et, je veux vous le dire, là, je serai collaboratrice avec vous, comme on l'a été depuis le jour 1, là, quand on s'est parlé, et non seulement on va partager une date d'anniversaire, mais on va partager aussi... on va partager aussi l'avenir en tourisme.

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Alors, je vous remercie, Mme la députée, je vous remercie beaucoup. Alors, nous y allons maintenant avec le député de Rosemont. Vous avez 7 min 25 s.

**M. Marissal :** Merci, Mme la Présidente. Mme la ministre a dit tout à l'heure : On ne peut pas faire a posteriori aujourd'hui le bilan parce qu'on ne savait pas ce que la pandémie allait donner. On a entendu la même réponse du ministre des Finances hier pour la Caisse de dépôt. On a compris que ça va être la réponse du gouvernement pour tout l'automne. Cela dit, on ne fera pas l'économie de certains bilans non plus, puis, dire aujourd'hui que le Québec a connu un été extraordinaire en tourisme puis que tout a bien été, je ne suis pas d'accord. Je ne suis pas d'accord pour la raison suivante : c'est qu'il y avait un triangle hyperimportant qui, d'après moi, n'a pas fonctionné. Et je n'ai pas résolu la quadrature du cercle, là, mais je vais vous parler d'un triangle : MEI, Culture, Tourisme. Comme ça, ça allait bien; comme ça, ça allait bien. Vers le bas, j'ai l'impression que ça jammait dans le coude un peu et que vous n'avez pas obtenu tout ce que vous auriez voulu et tout ce que le milieu vous demandait de la branche économique et de ceux qui signent les chèques au gouvernement.

Je dis ça parce que, de mes échanges avec le ministre de l'Économie, qui avait déjà lancé la serviette début juin pour votre secteur, même chose pour la culture, c'était difficile, je présume, pour vous d'aller cogner à la porte en disant : Non, non, il faut qu'on ait un été touristique, il faut de l'argent, il faut des programmes. Et je rappelle, là, je l'ai, le communiqué devant moi : «Québec, 21 juin 2020, CNW, Telbec : *Plan de relance touristique — Le gouvernement du Québec lance les mesures pour inciter les Québécois à découvrir le Québec touristique*, le 21 juin. «Les forfaits Explore Québec sur la route [seront] rendus disponibles aujourd'hui — le 21 juin; les Passeports Attraités, qui seront accessibles en ligne dès le 22 juin», le lendemain. 22 juin, là, c'est tard. Ce n'est pas tard dans l'été, mais c'est tard pour la planification. Ensuite, il fallait se trouver une place pour crêcher au Québec cet été, ce qui n'était vraiment pas facile. Je ne dis pas que vous n'avez pas essayé, je dis qu'on ne vous a pas écoutée, je dis qu'on avait lancé la serviette sur la question du tourisme et de la culture.

Je vous donne juste un exemple... Je vous donne juste un exemple... Avez-vous un... Il y a-tu un problème?

**M. Poulin :** Non, mais je vous laissais terminer, on trouvait la référence. C'est pour ça.

**M. Marissal :** Ah! c'est pour ça.

**M. Poulin :** Mais je vous laissais terminer.

**M. Marissal :** Je vous en prie. Je vous donne juste un exemple. Parce que vous me dites, tantôt : La SEPAQ, ce n'est pas moi, c'est Parcs. Là, je peux vous parler de culture, vous allez dire : Ce n'est pas moi, c'est Culture. Sauf que, je vous le dis, il y a un triangle ici qui devrait fonctionner.

Êtes-vous allée récemment dans le centre-ville de Montréal?

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Mme la ministre.

**Mme Proulx (Berthier) :** J'y habite le trois quarts du temps. J'allais donner le nom des rues, je pense que je vais me retenir.

**M. Marissal :** Oui, retenez-vous.

**Mme Proulx (Berthier) :** Oui.

**M. Marissal :** J'habite quelque part à Montréal, moi aussi, je ne dirai pas la rue, mais je suis régulièrement dans le centre-ville, dans le Quartier des spectacles. On se croirait dans le film *I am Legend*, avec Will Smith. Les zombies en moins, là, on se croirait dans *I am Legend*, c'est une désolation épouvantable. Et il y a des gens qui font des gros efforts pour essayer d'animer le centre-ville de Montréal, dans le Quartier des spectacles. On leur a dit : N'invite pas des artistes trop connus, il va y avoir trop de monde. Qu'est-ce qu'on veut faire? On invite des artistes pas connus pour qu'il n'y ait pas de monde? Puis on se fait accroire qu'on a un plan pour le tourisme à Montréal?

Alors, c'est quoi, la suite du plan pour Montréal? Parce que je ne suis pas inquiet pour la Gaspésie. Malgré les problèmes de débordement, cette région-là va continuer d'attirer du monde, et les Québécois sont retombés en amour avec la Gaspésie et plein d'autres régions au Québec. Mais je suis vraiment inquiet pour Montréal, vraiment. C'est quoi, le plan pour la suite?

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Mme la ministre. Il reste quand même 3 min 50 s.

**Mme Proulx (Berthier) :** Merci, Mme la Présidente. Étude McKinsey : durant la pandémie... fait en sorte que les gens, les touristes préparent leurs vacances 10 jours avant leur départ. Donc, il y avait beaucoup d'impératifs qui faisaient que... Et j'en suis, qui avons préparé 10 jours avant notre départ. Le deux tiers de mon temps hors session parlementaire est passé à Montréal, sans quoi dans mon comté, à Berthier, à Saint-Jean-de-Matha. Je suis témoin de ce qui se passe, témoin direct de ce qui se passe à Montréal, c'est clair que je suis préoccupée par Montréal. Il y a des endroits que c'est plus difficile. Quoique, Québec, les chiffres reprennent, les taux d'occupation dans les hôtels reprennent, mais c'est vrai qu'il y a une chute d'achalandage majeure à Montréal.

Puis ce n'est pas le propre de notre métropole. Je sais que vous êtes un grand lecteur de quotidiens internationaux et que vous constatez le même état de situation, que ce soit à Rome, à Paris, à Toronto, à Vancouver. Montréal ne fait pas exception à ça. Ce n'est pas juste lié au tourisme, des enjeux liés à l'absence de gens au centre-ville de Montréal. Il y a d'abord et avant tout notre utilisation du télétravail. La majorité des gens qui sont ici, on a dû rapidement se tourner en télétravail, en tout ou en partie. Donc, ça nous mène à repenser l'occupation des espaces, hein?

**M. Marissal :** La question, Mme la ministre, en tout respect, là : C'est quoi, le plan pour Montréal, pour la suite? Parce qu'il va y avoir une suite. Cet été est foutu, on l'a compris. On comprend tous pourquoi. Le télétravail n'a pas beaucoup d'influence sur le Quartier des spectacles, ça n'a pas beaucoup rapport. Mais c'est quoi, le plan, là, pour 2021, 2022, 2023?

**Mme Proulx (Berthier) :** Oui. Je travaille avec Tourisme Montréal. On est conscients, là, que la relance va passer par Montréal. Il y a des impératifs, là. Je ne peux pas les nier, là, M. le député de Rosemont, là. Tant que les frontières sont fermées puis que le tourisme international ne peut pas rentrer à Montréal... C'est difficile pour toutes les grandes métropoles du monde. Tous les Passeports Attraités, Explore Québec, il y avait des offres qui ont été faites spécifiquement pour Montréal. Festivals et événements à 250 personnes, là, on jase avec le Quartier des spectacles pour faire quatre scènes non en contigu, 250 personnes à l'extérieur pour pouvoir générer de l'activité à Montréal.

Mais ce n'est pas uniquement le tourisme, c'est des impératifs qui sont beaucoup plus larges que ça qui font que Montréal est déserte, et vous le savez autant que moi. On les a rencontrés, Tourisme Montréal, on continue de les rencontrer. C'est clair que je m'engage, et tout le gouvernement s'engage à ne pas laisser tomber Montréal.

• (11 h 20) •

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Merci. Député de Rosemont, à vous la parole.

**M. Marissal :** Au début de la pandémie, vous avez donné des entrevues en disant : Les gens du Québec vont pouvoir, par exemple, sillonner Westmount, Outremont, voir les belles maisons au Québec, comme ils le font quand ils vont à Beverly Hills ou Malibu Beach. Bon. Je ne sais pas ce que Brian Mulroney et compagnie en pensent, là, d'avoir des bus de touristes en face de chez eux pour regarder leur aménagement paysager, là, mais moi, je trouvais que c'était un peu court comme plan touristique. Dites-moi qu'il y a plus que ça, là, pour la suite, parce que Montréal se meurt.

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Mme la ministre, il vous reste 25 secondes.

**Mme Proulx (Berthier) :** Je suis très consciente que c'est extrêmement difficile. Je ne laisserai pas tomber Montréal. On a présenté le projet de loi n° 15 — vous étiez là — pour redynamiser l'est de Montréal, on a changé la vocation de la RIO pour un parc olympique. D'ailleurs, premier show en haut de la tour! J'espère que, dans l'histoire de la tour, vous avez eu l'occasion de le voir. On va continuer d'accompagner Montréal, c'est la métropole du Québec. Mme Rouleau, M. Fitzgibbon, moi-même, on va continuer d'accompagner Montréal, c'est le fer-de-lance de la relance au Québec.

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Merci. Merci, Mme la ministre, merci. Alors, nous allons maintenant avec la députée de Gaspé.

**Mme Perry Mélançon :** Merci, Mme la Présidente. Alors, je vais aller rapidement. Je vais mettre la table sur deux sujets sur lesquels je voudrais qu'on discute. Donc, je vais y aller assez rondement, là.

Par rapport à l'annonce qui a été faite que les ATR allaient avoir une augmentation assez importante, là, de leurs sommes, des sommes qu'elles allaient pouvoir distribuer, donc, on parle d'un 15 millions cette année et un 12 millions l'année prochaine...

**Une voix : ...**

**Mme Perry Mélançon :** ... — O.K., merci de corriger, à votre intervention — alors, on dit que ça va pouvoir permettre d'encourager des projets structurants. Il y a quand même une crainte qui arrive par rapport à ça, parce qu'on a

beaucoup d'entreprises, plein d'entreprises touristiques qui sont là depuis longtemps qui sont très fragilisées partout dans les régions. Deux tiers des entreprises sont dans les régions, là, du Québec. Alors, j'ai des craintes par rapport à ça, parce qu'on va aller financer des projets structurants, alors que les gens ont besoin... sont en mode survie et non pas en mode développement. Alors, il y a cette crainte-là.

Puis il y a aussi, on s'entend, le rôle... le modèle d'affaires régional des ATR qui est remis un peu en cause, là, depuis quelques années. Donc, j'aimerais vous entendre aussi sur la formule des ATR, là. On a déjà eu l'occasion d'en discuter, mais j'aimerais vous entendre aujourd'hui sur la forme actuelle. Est-ce que ça répond, le réseau des ATR, aux besoins de l'industrie présentement? Puis est-ce que leur mandat, actuellement, répond aux attentes du ministère du Tourisme?

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Mme la ministre.

**Mme Proulx (Berthier) :** Merci, Mme la Présidente. Vous faisiez référence aux ententes de partenariat régional en tourisme, hein? On est allés Bas-Saint-Laurent, Gaspésie, on a fait une série d'annonces pour un programme qui marche... qui fonctionne, pardonnez-moi, qui fonctionne vraiment bien, pour continuer de bonifier, Mme la députée de Gaspé, continuer de déployer l'offre touristique partout sur le territoire québécois. Il y en a qui ont déjà des projets, qui sont en train de monter des projets. On va les soutenir davantage pour, une fois... les touristes internationaux reviendront au Québec, et les Québécois continueront de visiter leurs régions. Donc, on a bonifié ces enveloppes-là. Bas-Saint-Laurent, Gaspésie, Îles-de-la-Madeleine, les enveloppes ont été bonifiées, on parle de quatre fois plus d'argent, et, plutôt que d'être étalées sur quatre ans, elles sont étalées sur deux ans. Ça, ça fait partie de la stratégie de relance de l'industrie touristique. On a donc quadruplé les enveloppes pour les ententes de partenariat régional en tourisme.

Soutien aux PME touristiques pour l'ouverture de la saison 2020. Les projets admissibles visent à rendre conforme au plan sanitaire proposé par le gouvernement du Québec. Il ne faut pas oublier qu'on est toujours dans l'adaptation de produits touristiques en marge... ou en vivant, là, avec les effets de la COVID-19.

Maintenant, les ATR...

**Mme Perry Mélançon :** ...en fait, une réponse plus précise...

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Allez-y, Mme la députée, oui.

**Mme Perry Mélançon :** ...je vais reformuler ma question. Bien, en fait, oui, vous vous en alliez sur le sujet des ATR...

**Mme Proulx (Berthier) :** Oui, je pense qu'elle commençait, là.

**Mme Perry Mélançon :** ...le mandat actuel et les attentes du ministère, là, pour revoir au besoin, là, le rôle qu'ils auraient dû avoir peut-être un peu plus durant la pandémie, qu'il y ait une meilleure concertation peut-être avec la Santé publique. Donc, comment, à long terme, on prévoit travailler avec... revoir le mandat des ATR?

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Mme la ministre.

**Mme Proulx (Berthier) :** Merci, Mme la Présidente. Les associations touristiques régionales, les 22 au Québec, ont été en lien constant avec l'Alliance de l'industrie touristique du Québec, qui va... comme vous le savez, est mandataire du ministère du Tourisme pour le déploiement du Québec à l'international. Compte tenu de la COVID, on a recentré les activités de l'alliance, l'alliance a accompagné les ATR. Je les ai rencontrées toutes. D'ailleurs, on s'est rencontrées, nous aussi, virtuellement à plus d'une occasion entre le mois de mars et le mois de juin, chacune des ATR.

On a renouvelé les ententes des associations touristiques régionales, comme vous le savez, au printemps dernier. Compte tenu de la pandémie, là, on a fait un renouvellement des ATR d'un an. On va revoir tout ça à l'automne, quand on va lancer, officialiser notre stratégie de croissance économique. On devait le présenter au printemps, comme vous savez. Pandémie oblige, on est à corriger certains éléments. Certains éléments doivent être revus, compte tenu de la pandémie. En novembre, donc, on va présenter cette stratégie-là. Mais on devait revoir l'ensemble de nos mandats avec les ATR, mais là on a renouvelé juste pour un an, comme vous comprenez, là, compte tenu de la pandémie, et on va s'y pencher plus tard à l'automne, voire au printemps 2021.

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Merci.

**Mme Perry Mélançon :** Merci, Mme la Présidente. Alors, puisque vous m'amenez sur le sujet, le 304 millions qui était prévu pour cette stratégie-là, justement, bon, ça a été reporté, comme vous dites, la Stratégie de croissance économique de l'industrie touristique 2020-2025. Après les sommes qui ont permis des aides plus rapides, là, durant la COVID, la pandémie, est-ce qu'il va en rester, de ces 304 millions là? Est-ce que c'est de l'argent qui a été investi pour la crise ou est-ce que ce sera vraiment, véritablement 304 millions pour la stratégie de croissance?

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Mme la ministre.

**Mme Proulx (Berthier) :** Vous comprenez que la pandémie a dû faire en sorte qu'on a dû agir rapidement, là. Quand on faisait référence, tantôt, aux 754 millions, là, je rappelle que c'est en quatre mois, là, qu'on a présenté ça

pour accompagner l'industrie touristique, pour traverser la crise et faire un pont jusqu'à l'hiver, et même au printemps prochain. Donc, oui, on devait avoir un plan de développement de l'industrie touristique 2020-2021 qui arrivait à échéance au 31 mars.

Donc, on avait fait, vous vous rappellerez, la tournée de toutes les régions. Là, ce qu'on fait, c'est qu'on prend une pause. Il y a des éléments de la stratégie qu'on devait présenter aux assises en mai dernier qui sont encore valides et qui sont encore bons. Ce que je vous dis, c'est : Compte tenu de la pandémie, il y a des éléments qu'on doit retravailler et revoir. Mais je vais vous dire qu'en novembre, voire en décembre, on aura l'occasion de la présenter. Les réallocations totalisent environ 200 millions de dollars en impact financier pour le gouvernement. Donc, on parle d'un coût additionnel, toujours en impact financier, de l'ordre de 100 millions de dollars. Donc, tous les crédits, les nouveaux crédits prévus au plan budgétaire 2020-2021 ont été réaffectés aux mesures d'atténuation de la COVID-19.

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Il reste 30 secondes. Députée de Gaspé, avez-vous...

**Mme Perry Mélançon :** Bien, en fait, donc, vous me dites que le 304 millions prévu pour la stratégie, de ça, il y a eu de l'argent pris pour pallier à la crise. Donc, quand vous dites : Les annonces pour aider le milieu, c'est qu'on est allé chercher de l'argent qui était déjà prévu pour une stratégie de croissance, qui va être impactée par les sommes qu'on vient... Ce n'est pas du nouvel argent. Les sommes qui ont été dépensées finalement pour la COVID, ça vient de cette enveloppe-là?

**Mme Proulx (Berthier) :** 100 millions de nouvel argent, 100 millions de nouvel argent, mais, oui, on a fait des réallocations budgétaires pour pouvoir traverser la précédente crise... présente crise.

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Merci. Alors, je vous remercie. Nous revenons avec l'opposition officielle. Députée de Verdun, vous avez 14 min 40 s.

**Mme Melançon :** Merci. Merci beaucoup, Mme la Présidente. Je suis un peu surprise d'entendre la ministre dire que les affaires reprennent actuellement à Montréal. J'ai lu des documents, là, qui viennent de différentes associations, on voit que l'occupation, c'est à moins de 10 % encore, là. Donc, je ne vois pas beaucoup de reprise actuellement.

Il faut aussi rappeler que les frais fixes, c'est aussi le paiement des taxes, taxes foncières qui s'en viennent, là, qui avaient été remises puis qui... Ça va être le 1er septembre, là. Ça, c'est demain matin. Ils en ont pour 50 millions de dollars à verser. Donc, quand on parle de 13 millions de dollars, on comprend qu'il y a un manque à gagner énorme de ce côté-là.

Moi, ce que j'ai besoin d'entendre aujourd'hui... Parce que je pense que, comme le milieu, j'ai besoin de me faire rassurer, Mme la ministre. Ils parlent de 12 à 36 mois pour qu'on puisse voir une véritable reprise, actuellement, dans le milieu. Vous avez convenu tout à l'heure que le vrai chiffre, ce n'est pas 753 millions de dollars, on est autour de 58,8 millions de dollars en argent sonnante. Et je veux savoir : Est-ce qu'il va y avoir une aide supplémentaire? Êtes-vous en train de travailler sur quelque chose? Parce qu'avec une deuxième vague...

Puis je serais surprise... Je suis curieuse. Vous savez que vous avez décidé... votre gouvernement a décidé d'y aller avec un budget le 10 mars dernier, alors que vous saviez, comme gouvernement, qu'il y avait la COVID, là, qui était à nos portes. Moi, je veux savoir : Est-ce que vous avez fait des demandes auprès du ministre des Finances avant le 10 mars pour pouvoir pallier à la crise de la COVID?

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Mme la ministre.

**Mme Proulx (Berthier) :** Il y a plusieurs volets dans la question. Je tiens à souligner que le budget, deuxième budget du ministre des Finances, mon collègue Eric Girard... je tiens à souligner que c'est un budget record qui avait été consenti au ministère du Tourisme du Québec, un budget record avec un volet développement durable, d'ailleurs, qui avait été inséré là-dedans. Comme vous le savez autant que moi, vous avez été ministre, vous savez que les demandes budgétaires se font bien en amont. La décision qui a été prise, du gouvernement du Québec, de cesser les activités économiques, c'était d'abord et avant tout pour sauver un maximum de gens. Donc, dans les demandes prébudgétaires, qui, comme vous le savez, parfois remontent en décembre ou en janvier 2020, il n'y avait pas, sur le radar du ministère du Tourisme, là, une pandémie qui allait frapper le Québec comme elle l'a frappé. Il n'y a personne qui a de boules de cristal, personne n'a de boules de cristal là-dedans. C'est quand même...

Maintenant, avec la crise de la COVID, le plan qui a été présenté le 11 juin... Les annonces de passeport et attraits, le temps qu'on les mette ensemble en ligne, on les a présentées début juin, M. le député de Rosemont. Donc, il y a 735 millions en capacité d'intervention lors du budget 2020. Je trouve que c'est une somme assez record... et assez fière de ce gouvernement-ci.

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Pour conclure — merci — députée de Verdun.  
• (11 h 30) •

**Mme Melançon :** Donc, je comprends qu'il n'y a pas que la ministre des Aînés qui a été surprise par la COVID, mais la ministre du Tourisme aussi. C'est un peu désolant. Puis je comprends, je comprends, là, qu'il y ait des demandes qui sont faites avant, mais je pensais que vous aviez suffisamment de souplesse, surtout dans le ministère du Tourisme, là, pour pouvoir agir rapidement, chose qu'on ne retrouve pas.

Concernant les chambres à Montréal, actuellement, là, la situation est tellement désastreuse qu'il y a des gens qui disent : Bien, moi, je ne vais pas faire faillite, mais je vais transformer mon hôtel, ça va être une résidence pour

personnes âgées, ça va être... Ils sont en transformation. Et j'imagine que vous comprenez que moins on a d'offres, moins on va devenir attrayants pour les grands congrès, pour le tourisme plus d'affaires. Moi, je suis inquiète à ce niveau-là. S'il y a une deuxième vague, y a-tu de l'argent de disponible pour, justement, aider le tourisme au Québec?

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Mme la ministre.

**Mme Proulx (Berthier) :** Bien, le plan de relance va être présenté quelque part à l'automne. Il y a beaucoup de questions, tourisme d'affaires, les hôtels qu'on change en résidences pour personnes âgées, il y a... ce n'est pas clair.

Donc, ce que je veux dire, pour les hôteliers, là, le PACTE, là, ça a été créé... le Programme d'action concertée temporaire pour les entreprises, le PACTE, là, ça vient soutenir les hôteliers, là. Moratoire 24 mois, au lieu de 12, ce n'est pas rien. Un pardon à l'équivalent de 25 % des sommes remboursées, ce n'est pas rien. Un maximum de 100 000 \$ par établissement ou par attrait touristique, ce n'est pas rien. Si vous avez plusieurs hôtels à Montréal, si vous êtes propriétaire de trois hôtels à Montréal, on peut aller jusqu'à 300 000 \$, si vous êtes propriétaire de trois hôtels à Montréal.

Au risque de me répéter, on devait lancer la stratégie au printemps, il y a eu la COVID. Grand bien en fasse au Parti libéral si eux, ils étaient devins, au mois de janvier, de voir que la pandémie frapperait aussi durement le Québec. Donc, on est en train de retravailler cette stratégie-là. Ça me fera plaisir de m'asseoir avec vous puis d'aller chercher vos idées, comme vous l'avez mentionné un peu plus tôt, pour arriver, donc, avec cette stratégie qu'on va présenter à l'automne. On va voir comment ça se déroule, là, on veut voir aussi la deuxième vague, on veut avoir un bilan clair de l'été touristique, Montréal, Québec, Trois-Rivières, les régions, pour avoir des actions qui vont être extrêmement précises, avoir des leviers précis.

Parce que, maintenant, là, prenons l'exemple de Montréal, on ne veut pas donner des coups d'épée dans l'eau. On ne sait pas pour le moment quand les réouvertures des frontières vont se faire, ça a été repoussé jusqu'au 21 septembre, on n'a pas d'idée quand les touristes internationaux pourront rentrer à Montréal. Je vous rappelle que le fédéral a annulé toute forme de croisière jusqu'au 31 octobre prochain, ce qui prive, évidemment, des grands centres comme Montréal de touristes internationaux.

Donc, il y a beaucoup, encore, d'informations à aller chercher. Est-ce que les frontières canado-américaines vont être encore fermées passé le 21 septembre? Je ne sais pas si vous, vous avez des dates, nous, on ne les a pas encore. Mais on a une stratégie qui est en pleine élaboration, et vous le savez — vous avez fait vos devoirs, vous êtes quelqu'un de rigoureux, ça, je sais vite le reconnaître — sachant très bien que les marchés principaux du Québec, c'est l'Ontario. Bien sûr, on va travailler sur les marchés de proximité que sont l'ensemble des Québécois sur le territoire québécois, mais les marchés de proximité, c'est l'Ontario. On a une grande campagne de séduction à continuer à faire auprès des Ontariens, idem pour le reste du Canada. Les provinces que sont l'Alberta et la Colombie-Britannique... On me racontait qu'à Québec on voit de plus en plus de plaques d'automobilistes de l'Alberta. C'est un des objectifs de la stratégie qu'on va présenter à l'automne. Et, évidemment, le marché américain, mais vous comprendrez que, présentement, il serait inutile d'avoir une stratégie de séduction du côté des Américains. Vous suivez l'actualité tout autant que nous. Pour le moment, ce serait un coup d'épée dans l'eau que d'avoir une stratégie de séduction pour le marché américain. Mais, pour le reste, l'Ontario, le reste du Canada, on est à travailler là-dessus et on le présentera quelque part à l'automne.

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Merci. Députée de Verdun.

**Mme Melançon :** Merci, Mme la Présidente. En tout respect, Mme la ministre, je vous invite à aller lire *L'Actualité*, je vous invite à aller lire Alec Castonguay, et je pense que, si... Moi, honnêtement, là, je n'ai pas de boule de cristal non plus. Vous êtes au gouvernement, vous aviez des données, vous saviez que ça s'en venait, vous avez décidé de mettre 1 000 personnes, la journée du budget, dans une grande salle, tout le monde, les mains dans le même buffet, puis «let's go», ce n'est pas grave, la sécurité des gens, puis on va présenter un budget qui va être mort-né, parce qu'on savait que, trois jours après, trois jours après le dépôt de votre budget, le Québec en entier était mis sur pause. C'est ça qui est arrivé. Et ce qui me fâche dans tout ça, là, c'est quand vous dites : Bien, on ne pouvait pas savoir, on ne pouvait pas... Honnêtement, là, allez lire Alec Castonguay, je pense que ça va vous remettre en perspective. Ça, c'est la première chose.

La deuxième chose, vous me parliez tout à l'heure du PACTE, donc le Programme d'action concertée temporaire, là, puis c'est une demande qui est faite, vraiment, par le milieu. Bien, je veux juste vous dire qu'à Montréal, là où est le plus fort de la crise, on est à 16 % de demandes qui ont été effectuées, 16 %. Ça ne répond pas... Ça répond à certaines personnes, certes, à certaines entreprises, certes, mais, actuellement, là, à 16 %, puis là-dessus, il y en a 47 %... 44 % qui ont des réponses positives, ça ne fait pas beaucoup. Il y a une aide nécessaire immédiatement, il faut absolument aider là, sans quoi on va perdre notre parc, notre parc de chambres d'hôtel à Montréal. C'est là où se fait l'attrait.

Donc, peut-être que, tout à l'heure, je suis arrivée avec plusieurs thèmes, là, vous disiez que tout était mêlé, là, mais c'est avec ça qu'ils font affaire aussi, le milieu. Le milieu, là, ils ne font pas juste regarder une colonne de chiffres, dire : On fait avec ça. Non, non, c'est une grande variété. Je voudrais savoir... Puis tantôt je l'avais demandé, semble-t-il qu'on n'a pas beaucoup de chiffres, aujourd'hui, à nous donner sur les programmes qui ont été mis en place, puis, bon, on va attendre au mois de septembre, mais, si on est toujours pour attendre plus tard, quand est-ce qu'on va poser les bons gestes? Et je suis extrêmement inquiète pour l'automne, extrêmement inquiète pour l'automne.

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Alors, Mme la ministre, il vous reste 3 min 40 s.

**Mme Proulx (Berthier) :** On a posé les bons gestes puis on les a posés rapidement. On dirait que la députée de Verdun semble oublier que la réouverture de l'industrie touristique devait se faire de façon graduelle, séquencée,

organisée, qu'on a 50 secteurs d'activité, comme elle le sait très bien. Elle et moi, d'ailleurs, se textions cet été pour savoir quand les parcs aquatiques allaient rouvrir, et vous étiez d'accord avec moi, à ce moment-là, qu'il fallait prendre le temps de bien faire les choses, de bien préparer les documents pour la réouverture de ces secteurs-là.

Alors, à la question... Vous dites que vous n'êtes pas sûre qu'on a posé les bons gestes, mais on a posé des gestes qui sont responsables, en accord avec la Direction de la santé publique, pour rouvrir de façon graduelle, séquencée, prudente chacun des secteurs d'activité de l'industrie touristique. On a été extrêmement prudents là-dessus.

Maintenant, pour ce qui est de l'aide aux hôteliers, les hôteliers de Montréal, bien sûr qu'on les a entendus, on les a entendus à plusieurs, plusieurs reprises. On les a accompagnés avec, vraiment, des programmes qui n'existaient pas avant, où on a saisi que ce n'était pas uniquement sur 12, mais bien 24 mois qu'on décidait d'accompagner, entre autres, les hôteliers. Je tiens à préciser qu'au PADAT, le programme d'aide au développement des attraits touristiques, Mme la députée de Verdun, il y a des hôteliers qui ont demandé de l'aide à l'investissement, il y a des hôteliers qui ont demandé de l'aide à l'investissement, donc, pas pour les frais fixes, parce que nos programmes répondent à ça pour passer au travers de l'été, l'automne et les années jusqu'au printemps prochain. Donc, au PADAT, tourisme d'affaires, il y a des gens, des hôteliers qui ont fait une demande d'aide à l'investissement.

Maintenant, les représentants des hôteliers, de l'Association des hôtels du Canada, c'est sorti ce matin, là, c'est très flatteur pour mon gouvernement, c'est très flatteur pour les actions qui ont été prises par le ministère du Tourisme du Québec, où ils revendiquent haut et fort auprès du gouvernement fédéral, ma consœur Mélanie Joly, d'avoir des prêts gouvernementaux rapidement pour la survie des hôtels. On a été bien avant les demandes auprès du fédéral. On a présenté il y a deux mois ce que demande l'Association des hôtels du Canada auprès du fédéral, on a répondu à cette demande-là il y a deux mois. PACTE tourisme, moratoire, remboursement, capital, intérêts, on est passés de 12 à 24 mois. Les intérêts peuvent être capitalisés pour une période de 24 mois...

• (11 h 40) •

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Mme la ministre, en conclusion.

**Mme Proulx (Berthier) :** Bref...

**La Présidente (Mme Isabelle) :** En conclusion, rapidement.

**Mme Proulx (Berthier) :** ...tant pour les hôtels que pour les attractions — je termine, Mme la Présidente — on a eu un plan qui était colossal et dont je suis extrêmement fière.

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Il reste 30 secondes, Mme la députée.

**Mme Melançon :** Bien, on vient de réaliser que la ministre est prête à aller au gouvernement fédéral. On vient de réaliser que la ministre a bien défendu son gouvernement aujourd'hui, n'a pas défendu le milieu du tourisme au Québec. Ce n'est pas les demandes qui ont été faites. Frais fixes, soutien aux entreprises à effets multiplicateurs, on n'a rien entendu de tout ça. Et ce qu'on retient surtout, c'est que c'est 58,8 millions, et non pas 753 millions, dont il est question.

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Merci, Mme la députée.

**Mme Melançon :** Merci beaucoup.

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Alors, merci pour votre belle collaboration.

Compte tenu de l'heure, la commission suspend ses travaux jusqu'à 16 heures, où elle reprendra l'étude du volet Stratégie numérique des crédits budgétaires du portefeuille Conseil du trésor... Qu'est-ce que vous voulez me dire?

**Une voix :** ...

#### Documents déposés

**La Présidente (Mme Isabelle) :** Est-ce qu'il y a eu un dépôt de document? Ah! il faut quand même le dire, quand même? O.K. Alors, je m'excuse, j'ai fait... j'ai oublié. Alors, en terminant, je dépose les réponses aux demandes de renseignements de l'opposition.

Alors, compte tenu de l'heure, la commission suspend ses travaux jusqu'à 16 heures, où elle entreprendra l'étude du volet Stratégie numérique des crédits budgétaires du portefeuille Conseil du trésor et Administration gouvernementale. Merci, bon après-midi.

(Fin de la séance à 11 h 42)